

LA CHINE ET L'OCCIDENT

LA CHINE VUE PAR LE MONDE OCCIDENTAL

L'actualité politique mondiale est aujourd'hui dominée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a débuté en mars 2022. Mais derrière cette guerre qui est menée en réalité par le camp occidental contre la Russie, se profile la menace d'une autre guerre, cette fois contre la Chine. Une guerre dont on voit les ombres se dessiner autour du problème de Taïwan.

Certes, tout le camp occidental n'est pas exactement sur la même longueur d'onde, que ce soit dans la guerre actuelle en Ukraine ou dans celle que préparent les USA en Asie du Sud-Est. L'Europe, dominée par la France et l'Allemagne, tente de se démarquer des Etats-Unis, plus va-t-en guerre, et essaye d'aiguiller les oppositions entre les grands blocs du monde vers une confrontation qui se cantonnerait au plan économique.

Pendant longtemps, la Chine était vue dans le monde occidental comme l'atelier du monde, avec une certaine supériorité : *« C'est là que nous faisons faire le sale boulot, c'est là que nous laissons se constituer un prolétariat. Nous, en Occident, nous gardons la technologie, les capitaux, la direction des décisions. »*

Mais il s'est passé un phénomène que personne, ni les dirigeants du monde capitaliste, ni nous-mêmes, n'avait prévu : la Chine a réussi à se hisser à une vitesse absolument inégalée dans l'histoire économique, et a atteint la seconde place mondiale en termes de PIB, de richesse produite par le pays.

La possibilité qu'elle parvienne à doubler les Etats-Unis, à s'emparer donc de la première place, semble soudain crédible. Et depuis que cette possibilité est apparue, les médias du monde occidental ont changé de discours et de point de vue : *« La Chine, il faut s'en méfier »*.

Prenons un exemple récent, publié sur le site Diploweb. Un article daté du 4 septembre 2022, qui s'intitule *« Comment Taïwan est-elle devenue une zone de fracture du monde ? »* est signé Pierre-Antoine Donnet.

Pour cet auteur, la Chine communiste, depuis qu'elle existe avec l'arrivée de Mao au pouvoir en 1949, a toujours eu, de par sa nature, un tempérament à vouloir s'étendre, a toujours visé à vouloir s'en prendre aux Etats-Unis, et donc, au fond, à l'ensemble du monde occidental. Simplement, pendant longtemps, face à la puissance économique et militaire américaine, elle faisait le dos rond, et cachait cette agressivité innée.

En face d'elle, nous dit Donnet, les Américains ont été naïfs, et se sont fait duper. Dans les années 1970, sous la présidence de Nixon, ils ont cru qu'ils pouvaient se rapprocher de cette Chine, établir des liens économiques, et finalement, en faire un pays à la fois allié et

inclus dans le système capitaliste mondial. Grosse erreur, car, on le voit bien, la Chine ne s'est pas ouverte au monde. Plus grave encore, elle ne cache plus aujourd'hui sa nature agressive. C'est ce qui se manifeste à propos de l'île de Taïwan, que le dirigeant actuel chinois Xi Jinping revendique comme faisant partie de la République populaire de Chine.

Pour Donnet, c'est la Chine communiste qui est agressive et qui veut s'étendre, en vue d'imposer sa forme de gouvernement autoritaire au reste du monde. Si elle ne le fait pas encore, c'est seulement dû au fait que les Etats-Unis conservent une puissance militaire considérable, malgré des reculs sur le plan économique. Mais comme Xi Jinping est un autocrate, qu'il peut sentir son pouvoir menacé, et avec lui celui de tout le Parti communiste chinois, il n'est pas impossible qu'il lance son pays dans une guerre nationaliste pour reprendre Taïwan. C'est en tout cas ce que prépare l'attitude actuelle de la Chine dans la région.

Cette manière de nous présenter la Chine comme un adversaire incontournable, qu'il va nous falloir affronter, on la retrouve, à peu de chose près, dans la plupart des articles de presse, des analyses ou des documentaires, depuis quelques années.

Dès les origines de la mise en place du régime de Mao, se disant communiste, il est sans doute vrai que les dirigeants avaient en tête le souhait de gagner le monde à leurs idées, mais ils n'envisageaient certainement pas de le faire, ni à cette époque, ni pour plus tard, sous la forme de conquêtes militaires, surtout face aux Etats-Unis. S'il y avait une « nature agressive » du nouveau régime, c'était essentiellement sur le plan des idées, des principes.

Nous ne dirions pas non plus que les dirigeants américains se soient fait bernier, lorsqu'ils ont fait le choix de se rapprocher de la Chine, avant d'en faire ensuite leur atelier du monde capitaliste. Simplement, forts de leur première place sur la planète, ils n'imaginaient pas une seconde qu'un pays sous-développé, même aussi vaste et peuplé que la Chine, puisse un jour réellement les concurrencer. Ils ont juste fait le calcul d'utiliser ce rapprochement pour isoler un peu plus l'URSS et en finir avec elle. Et de ce point de vue, ils ont réussi.

UN PEU D'HISTOIRE

L'histoire de l'opposition entre les Etats-Unis et la Chine a commencé avec la Révolution de 1949 en Chine. Mao Tse Toung prend le pouvoir, avec le soutien des paysans pauvres et sans terres. Le pouvoir des riches propriétaires de terres est battu. Les militaires qui les défendaient se réfugient sur une île qui fait partie de la Chine, à 160 km, et qui s'appelle alors Formose : c'est l'actuelle Taïwan.

Le régime de Mao va installer sur le pays une immense bureaucratie liée à son parti, soi-disant communiste. Quant à Taïwan, c'est tout simplement une dictature militaire terrible, avec le général Tchang Kai Chek. Chacun de son côté déclare qu'il n'y a qu'une seule Chine. Et chacun prétend qu'il règlera son compte à l'autre.

Taiwan ne fait pas le poids, car la population chinoise est alors cent fois plus nombreuse que la sienne. Mais les Etats-Unis font le choix de soutenir Taiwan. Pour contrer l'existence de l'URSS, ils soutiennent n'importe quel régime qui s'oppose à ceux qui se disent communistes. C'est donc avec l'argent et les armes américaines que Taiwan existe. Grâce à quoi les Américains vont pouvoir s'en servir comme base militaire pour leur guerre au Vietnam, de 1965 à 1975.

Pour compléter leur immense système militaire, les Etats-Unis ont également installé une double ceinture de bases au large de la Chine : Corée du Sud, Japon, Taiwan, Philippines, Malaisie. Et la 7^e flotte américaine a en charge la région Asie du Sud-Est, avec un quartier général établi au Japon. A tel point que la Chine ne peut pas accéder à l'Océan Pacifique sans la surveillance américaine du moindre de ses mouvements.

Et puis, les choses changent soudain au début des années 1970. Le président américain Nixon décide de faire de la Chine un allié. L'objectif est d'isoler complètement l'URSS. Nixon fait reconnaître la Chine à l'ONU en 1971, et un grand nombre d'Etats coupent leur relation avec Taiwan. Dans les années 1980, des luttes difficiles ont lieu à Taiwan pour faire reculer la dictature. On peut alors espérer qu'une réunification soit un jour possible.

Seulement voilà. Une Chine redevenue capitaliste, c'est très bien, c'est ce que voulaient les Américains et les Européens. Mais la Chine fait mieux que cela. Elle se développe à grande vitesse et devient un concurrent même pour les Etats-Unis. Elle menace de les doubler, eux le numéro un mondial. Or, dans le capitalisme, la place de numéro un est essentielle. Elle donne les moyens de dominer de bien des manières.

C'est ce qui se passe avec le dollar, par exemple. Comme c'est la monnaie la plus utilisée dans le monde, sa valeur monte automatiquement par rapport aux autres monnaies, moins utilisées, moins demandées. Grâce à ce dollar plus fort, les Américains achètent moins cher tout ce qui vient du reste du monde. L'hypothèse d'une Chine devenant numéro un est donc un gros problème pour les dirigeants du vieux monde capitaliste.

Mao, ou ses successeurs, quand ils acceptent le rapprochement proposé par les Américains à partir des années 1970, ont-ils en tête qu'ils vont ainsi pouvoir devenir une puissance économique capable de prendre la première place mondiale ? Sûrement pas. La montée en puissance économique de la Chine, non pas comme pays dominé, mais comme pays économiquement indépendant, cette montée en puissance, a surpris tout le monde, y compris les Chinois eux-mêmes. C'est vrai, aujourd'hui, Xi Jinping le dit clairement, les dirigeants chinois aspirent à devenir la première puissance mondiale. Mais ce n'était pas l'ambition de Mao, l'idée a dû venir aux dirigeants chinois au fur et à mesure qu'ils ont réalisé la progression du pays.

Par contre, le monde occidental, lui, vit ce succès comme une menace, car il sait l'importance de la première place. Elle s'accompagne de tout un système d'alliances économiques, notamment, qui menacent également de basculer.

L'ERREUR SUR L'AVENIR DE LA CHINE

Des pays qu'un impérialisme a « rapproché » de lui, il y en a des dizaines et des dizaines. Mais le résultat a toujours été que ces pays sont restés dominés, exploités, utilisés par le pays capitaliste qui les a souvent colonisés, puis en a accepté l'indépendance politique. La dépendance économique – et souvent aussi politique - s'est maintenue, indépendance ou pas.

Mais dans le cas de la Chine, la dépendance économique et la soumission à l'impérialisme se sont transformés en l'émergence d'un concurrent de taille. Il s'est passé quelque chose de différent, de particulier. A tel point que tout le monde s'est trompé, et pas seulement les Etats-Unis, sur le fait que la Chine a pu sortir de son sous-développement, pour devenir une puissance impérialiste concurrente au lieu de rester une économie dominée.

Nous l'avons déjà dit, nous aussi nous sommes trompés. Et bien avant nous, Lutte Ouvrière s'est également trompé. En 1979, le gouvernement chinois décide de faire revenir les capitalistes qui avaient été mis sur la touche lors de la dite « Révolution culturelle ». Réfugiés souvent à Hong Kong, ils se voient rembourser l'argent des salaires et des dividendes bloqués depuis. C'est un signal qui est lancé vers la bourgeoisie internationale, pour lui dire qu'elle peut faire confiance et investir en Chine.

Et voici ce qu'écrivait alors Lutte Ouvrière, dans le numéro 61 de février 1979, dans sa revue théorique Lutte de Classe : « *La réhabilitation des ex-capitalistes, pour spectaculaire qu'elle paraisse, ne peut pas amener de changements fondamentaux dans l'économie chinoise (...). Car le problème essentiel de la Chine est d'être un pays sous-développé (...). De toutes façons, même avec l'intervention de l'Etat, on l'a bien vu depuis 30 ans, le "décollage" économique de la Chine est difficilement possible, sinon impossible – et ce n'est pas l'appel aux capitalistes étrangers qui, s'ils s'investissent en Chine, le feront en fonction de leurs profits possibles et qu'il faudra de toutes façons rémunérer - qui pourra remédier à cet état de choses. Car c'est toute la base économique, financière, technique, qui manque à la Chine pour effectuer ce "décollage" (...)* »

Et la LDC de conclure de manière péremptoire : « *On verra peut-être naître des entreprises capitalistes, petites ou moyennes. Mais ce qui est impossible, c'est la formation en Chine d'une économie capitaliste développée, porteuse d'une bourgeoisie nationale puissante* ».

Pour notre part, nous avons consacré deux numéros de L'Ouvrier à cette Chine qu'on nous présentait comme une menace. Dans le numéro 193 (1/6/2008), nous avons écrit « *Ce pays dominé, c'est la Chine. Même s'ils s'enrichissent grâce à l'exploitation odieuse de leur population, les capitalistes chinois en Chine voient l'écart se creuser avec leurs invités étrangers. De même, si la richesse moyenne d'un Chinois augmente, c'est moins vite que celle d'un Européen ou d'un Américain. En fait les écarts continuent de se creuser avec les pays riches !* »

Et notre conclusion était clairement de dénoncer essentiellement le monde occidental : « *Officiellement, le pays (la Chine) s'enrichit. Car on compte dans sa "croissance" (PIB) tous ces bénéfiques faits sur place, mais qui repartent bel et bien dans les poches des actionnaires capitalistes des pays d'origine, Amérique, Japon, France. Oui, ce pays de rêve pour capitalistes existe. Au lieu de dire merci pour cette exploitation inespérée et qui les renforce, ils présentent la Chine comme un mauvais joueur, qui ne respecte ni liberté, ni droit social* ».

Mais deux ans et demi plus tard, en 2010, ce que nous écrivons avec nuance dans le numéro 219 (14/11/2010), nous pouvons le relire sans rougir. Voici quelques extraits : « *Le monde capitaliste bouge, c'est vrai. C'est le règne de la concurrence, la guerre économique. Et la Chine a marqué dans cette guerre quelques points, c'est vrai aussi.* » Et plus loin : « *Alors, la Chine numéro un mondial ? ce n'est pas impossible. Mais on en est loin* ». Et cette fois, en conclusion, nous ne défendons plus la Chine : « *C'est du capitalisme qu'il faut avoir peur. C'est lui qui nous met tous en concurrence, en guerre les uns contre les autres. C'est lui le vrai danger. Commençons par le dire, le dénoncer, et l'on trouvera partout, et en Chine aussi, des populations qui souhaitent un autre genre de vie* ».

POURQUOI LA CHINE A PU REUSSIR

Une question de fond se pose à nous. C'est de comprendre ce qui a pu se passer de particulier qui fait de la Chine une exception à la mainmise habituelle de l'impérialisme sur les pays sous-développés.

Notre idée, c'est que la réponse réside dans le fait que la Chine a connu une planification permanente dans la construction de son capitalisme. Les choses se font et continuent de se faire sous une direction planifiée, qui évite donc au moins en partie le gâchis habituel du capitalisme de « libre concurrence ».

Pour bien voir comment, depuis très longtemps, le régime a agi en ce qui concerne l'économie, il faut d'abord se défaire de l'étiquette « communiste » dont son parti unique est affublé. Dès avant sa prise de pouvoir en 1949, Mao déclarait que « *la révolution ne vise pas la bourgeoisie en général mais l'oppression impérialiste et féodale. Le programme de la révolution n'est pas d'abolir la propriété privée mais de protéger la propriété privée en général : cette révolution ouvrira la voie du développement du capitalisme* ».

Après son arrivée au pouvoir en 1949, Mao distribue les terres aux paysans, jusque-là propriété des féodaux. Les Etats-Unis imposent alors un blocus de cette Chine qui se dit communiste. En réponse de quoi Mao nationalise les entreprises américaines et britanniques. C'est donc l'Etat qui les dirige. Mais le pays est si faible que toutes les tentatives de procéder à un « décollage », comme dit LO, avortent. Diverses mobilisations générales plus ou moins folles, lancées des sommets de l'Etat, très coûteuses en vies humaines, se succèdent : toutes des échecs, jusqu'à la « Révolution culturelle » de 1966 à 1976.

Jusque-là, donc, tout se passe comme le prédit une vision marxiste assez classique : pas moyen de sortir du sous-développement, même avec une centralisation, une planification, une direction entre les mains de l'Etat.

Le tournant, il va venir de l'extérieur. On n'en voit pas l'importance à l'époque et, surtout, personne n'imagine où cela peut mener, mais en 1971, ce sont les Etats-Unis qui décident de changer de politique vis-à-vis de la Chine. Ils ont pu vérifier depuis dix ans déjà que le prétendu « communisme » de la Chine n'avait pas empêché le pays de rompre avec l'URSS, au point, à un moment, qu'un conflit armé a pu se produire. Obsédés par sa volonté d'éliminer l'URSS, pays de la révolution ouvrière, les Etats-Unis font le calcul de se rapprocher de la Chine, en vue d'en faire un allié qu'ils pourront contrôler.

Le virage qui mène à la situation actuelle de la Chine va alors commencer. Il va se prendre très progressivement, et toujours, avec une volonté de l'Etat chinois de constamment garder le contrôle de cette évolution. Commence d'abord l'ouverture du commerce avec l'extérieur. Un commerce commence avec le Japon : le Japon est intéressé par les matières premières chinoises ; la Chine, en échange, fait tout pour récupérer les technologies des Japonais. Mais l'Etat vérifie scrupuleusement que la balance des paiements reste nulle, c'est-à-dire que le pays n'exporte jamais plus de richesses qu'il n'en importe.

Depuis 1949, le pays n'avait connu aucun endettement vis-à-vis du monde capitaliste extérieur. Mao garde fermement cette règle. Dans un premier temps, c'est tout. On ne change rien à l'intérieur du pays. Ce n'est qu'en 1980 qu'on décide de décollectiviser, de revenir, progressivement, à la propriété privée de la terre. Les paysans continuent de vendre à l'Etat, mais ils peuvent maintenant vendre une partie de leur récolte sur les marchés. Les prix des denrées, jusque-là tous établis par l'Etat, sont pour une partie d'entre eux laissés libres à la concurrence des marchés. Cette ouverture au capitalisme privé à la campagne apporte une nette amélioration de la production, et en même temps se forme une nouvelle couche de paysans très riches.

C'est aussi à cette époque, on l'a vu avec l'article de Lutte Ouvrière, en 1979, que le régime fait des appels du pied aux capitalistes, d'abord aux Chinois partis à Hong Kong ou à Taïwan. De fait, les nouveaux entrepreneurs vont provenir des directions, soit de l'Etat, soit du Parti communiste chinois.

Surtout, le tournant s'accélère avec une ouverture cette fois aux capitalistes du monde impérialiste occidental. A partir de 1978, on accepte l'endettement vis-à-vis de ce capitalisme international, et la Chine accepte les prêts des banques, des organismes financiers, des Etats étrangers. Elle laisse également filer le déficit commercial. Et pour favoriser l'arrivée de capitaux et usines étrangères, l'Etat crée 4 zones économiques spéciales (ZES), sur la côte, dans le Guangdong et le Fujian. Mais attention, l'ouverture économique reste très contrôlée. Les sociétés nouvellement créées devront être mixtes, avec toujours une part obligatoire de capitaux d'Etat appartenant à la Chine.

Après les campagnes, les entreprises privées réapparaissent dans les villes, avec un statut légal en 1981. Dans un premier temps, elles n'ont droit qu'à 7 salariés, pas plus. Les grandes entreprises, elles, sont toujours aux mains de l'Etat. Mais on y change les règles : les

dirigeants peuvent organiser la production, recruter le personnel et le payer. Ils pourront se financer auprès des banques et devront payer un impôt à l'Etat.

Pour résumer, on le voit clairement, l'Etat procède de manière à toujours garder un certain contrôle, tout en cherchant à développer un fonctionnement capitaliste basé sur la propriété privée. Tout est dans le dosage de l'un et de l'autre. Un des moyens de ce contrôle, essentiel, c'est la part de capital que possède l'Etat.

Certains économistes ont estimé à 30% la part du capital d'Etat dans l'ensemble de l'économie chinoise. C'est une garantie pour l'Etat de pouvoir agir et intervenir dans tous les secteurs. Et c'est bien plus que ce que peuvent connaître en temps habituel les pays occidentaux. Ce n'est qu'exceptionnellement, comme en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que le capitalisme a dû en passer par une période de lourdes nationalisations, pour, justement, reconstruire une économie en grande partie détruite, ou dont les dirigeants étaient compromis.

L'Etat chinois va donc diriger de A à Z la construction de son capitalisme. Il va pousser à la construction progressive de très grosses entreprises capitalistes, capables d'atteindre une échelle comparable à leurs concurrentes mondiales. Pour donner un exemple, en 2013, la Chine propose des subventions pour l'achat de voitures électriques. Mais elle y met une condition : que les batteries soient fabriquées par la Chine. Et c'est ainsi que s'est construit CATL, maintenant numéro un mondial des batteries.

Dans le pétrole, les télécommunications, les chemins de fer, les capteurs solaires, la Chine dispose de champions industriels. Alibaba pour le commerce en ligne, Tencent pour les réseaux sociaux et les jeux vidéo, Huawei pour la 5G, CRRC premier producteur mondial de trains, etc.

A cette construction de grandes entreprises, l'Etat ajoute ses aides plus ou moins discrètes, avec la fourniture d'énergie bon marché, la mise à disposition de terrains, jusqu'à la conquête de marchés internationaux.

En 2021, selon la banque Crédit Suisse, 1% des Chinois les plus riches détiennent près d'un tiers (30,6%) de toute la richesse du pays. C'est donc bien d'un capitalisme qu'il s'agit. Avec ses inévitables inégalités : 600 millions de Chinois vivent avec moins de 130 euros par mois. C'est ce que certains ont appelé un capitalisme d'Etat.

A la différence de ce qui se passe en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, l'Etat garde la main mise sur tous les grands moyens économiques. C'est lui qui commande en réalité, et non pas tel ou tel super riche, ni même un groupe de ces super capitalistes. On en a eu un exemple en 2021, quand le fondateur d'Alibaba, Jack Ma, a émis, devant un parterre de patrons, des critiques contre les banques chinoises et dit qu'il fallait un système financier plus sain. Xi Jinping l'a mis à l'écart. L'entrée en Bourse a été bloquée, et l'Etat a repris la gestion de ses affaires.

Xi Jinping est président de la République populaire de Chine depuis 2013. Et depuis cette date, il a poursuivi le travail précédemment amorcé, on l'a vu, depuis longtemps. Il a

mis en place le lancement des fameuses « routes de la soie », un réseau international de nouveaux chemins de fer, de routes et de ports, destinés à alimenter la Chine en matières premières et à distribuer en échange les produits made in china.

Dans les entreprises, Xi Jinping a surtout décrété l'obligation d'une direction commune entre l'entreprise et le parti. Selon certains, Xi Jinping aurait tiré une leçon de l'expérience de Gorbatchev en URSS : si vous diminuez le rôle de l'Etat et du parti, c'est l'effondrement complet qui guette. Il ne s'agit donc pas, comme dans les pays capitalistes habituels, de privilégier le capitalisme privé en diminuant la place du capitalisme d'Etat, il faut au contraire garder un secteur public fort pour le mettre au service du privé.

Et il s'agit, en même temps, de faire en sorte que toutes les entreprises aillent dans la même direction. Pourtant, nous le savons trop bien, la tendance du capitalisme est de se lancer dans la concurrence : y compris le capitaliste d'un domaine peut très bien chercher à rafler quelqu'un d'un autre domaine. Eh bien, non, en tout cas pas n'importe comment : il faut que ce soit accepté par la direction du parti.

Selon une tribune parue dans Le Monde (21/01/2022), « *Un mode particulier de capitalisme d'Etat a émergé en Chine, dirigé par le Parti communiste* ». Selon l'économiste Kjeld Erik Brodsgaard (Danemark), les secteurs stratégiques sont dominés par d'énormes entreprises d'Etat, souvent cotées en Bourse, disposant de milliers de filiales. Elles contrôlent l'aérospatial, le pétrole et le gaz, le nucléaire, la chimie, les télécoms, la construction navale, l'aviation, l'acier, etc. Dans ces entreprises, l'Etat s'occupe moins de gérer, mais reste celui qui décide des investissements et de ce que deviennent les capitaux.

A côté du secteur public, un secteur privé considérable s'est développé, et « *s'est adjugé la part du lion dans la production économique et l'emploi. Certains entrepreneurs ont amassé des fortunes considérables (Brodsgaard)* ».

La grande nouveauté avec Xi Jinping, c'est que les dirigeants des entreprises doivent être aussi membres du parti, et en respecter la ligne. Il n'est plus question qu'il y ait juste, pour la forme, une cellule du parti qui soit en réalité une coquille vide. Non seulement chaque entreprise doit disposer d'une cellule du parti, mais c'est la même personne qui doit assurer la fonction de secrétaire du parti dans l'entreprise et président du conseil d'administration de cette entreprise. De même, les membres du Conseil d'administration doivent être membres de l'organisation du parti.

Au total, selon cet article, c'est une liste de 3000 membres de haut niveau du PC chinois qui assure le contrôle de toutes les nominations à des fonctions de direction : des PDG aux présidents des CA, et des secrétaires du parti des plus importantes entreprises publiques. C'est donc cette direction globale qui assure l'orientation des plus grandes masses de capitaux, et c'est l'idéologie et le programme du parti communiste qui en est le planificateur.

Grâce à un tel système, l'Etat chinois a évité au moins une partie des gaspillages, des gâchis, de la guerre économique habituelle, que le système de libre concurrence induit ailleurs dans le monde. Voilà, sans doute, ce qui a permis à la Chine de réussir à percer le

plafond de verre qui, sinon, maintient les autres pays sous-développés sous la domination des impérialistes.

Cette planification, distribuée entre les mains de quelques milliers de dirigeants qui s'accordent sur une direction, on peut dire que c'est une forme de planification nationale. Elle vise le développement du pays, de son capitalisme, pour le rendre apte à tenir tête aux grandes puissances du monde. Cette permanence de planification, alors qu'elle n'est utilisée que par exception en Occident, explique sans doute la différence entre la Chine et les autres pays sous-développés.

Mais si la planification a pu prouver ainsi sa supériorité, nous avons aussi des raisons de critiquer les objectifs de cette planification chinoise. Une autre planification véritablement socialiste (ou communiste, si on préfère) aurait visé à équilibrer les décisions de manière à satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, en fonction de la production à un moment donné. Elle aurait visé à construire une société la plus égale possible, au lieu de ce qui s'est passé. Une autre planification aurait pu démontrer que le véritable socialisme apporte une harmonie au lieu de l'inégalité, et il aurait ainsi emporté les faveurs d'autres populations, en dehors de la Chine, aux quatre coins du globe, et pourquoi pas en France aussi.

Ce n'était pas la volonté des dirigeants chinois. Ils s'adressent aux autres pays sous-développés en leur disant : « *Regardez, notre système a réussi, faites comme nous, commerciez avec nous, acceptez notre route de la soie, tournez le dos au monde occidental, lui vous a colonisé et exploité ; il nous avait colonisés aussi. Rejoignez-nous, et nous construirons un monde meilleur que le capitalisme* ». Mais ce langage est une duperie.

Voici ce qu'écrit en décembre 2021 le journal très capitaliste Les Echos : « *Jamais aucune économie n'avait connu une telle croissance en si peu de temps. En 2001, la valeur ajoutée produite par l'économie chinoise n'était que de 1.300 milliards de dollars. Vingt ans plus tard, elle atteint 14.300 milliards. L'écart s'est ainsi considérablement réduit avec celle des Etats-Unis et de l'Europe qui n'ont « que » doublé sur la même période.* » Mais le journal Les Echos ne nous dit pas son avis sur la raison de cette réussite. C'est assez normal, car si elle réside dans la planification, c'est un aspect qui ne plaît guère aux capitalistes occidentaux. Il est vrai que cela évoque aussi un mauvais souvenir : L'URSS, elle aussi, avait rattrapé les USA et était devenue la seconde puissance mondiale, grâce à une planification, même si elle était elle aussi nationaliste.

A cette planification permanente dans l'édification du capitalisme dans le cas de la Chine, on peut aussi ajouter d'autres raisons pour expliquer sa réussite particulière. L'une d'elles est d'ailleurs analogue à l'explication du succès américain, un siècle auparavant. C'est que cette construction d'un capitalisme s'est faite sur un terrain vierge de ce point de vue, ou en tout cas très arriéré. Il n'y avait pas, ou peu, d'infrastructures anciennes, que leurs propriétaires tiennent à valoriser autant que possible, avant de se décider à les remplacer par de plus modernes. Un peu comme aux Etats-Unis, le capitalisme a été introduit directement, et en utilisant la technicité la plus récente.

Le contrôle par l'Etat des grandes directions économiques a évidemment permis la mise en place d'une planification sur le long terme, alors que le capitalisme occidental ne cesse de regarder ses intérêts à courte vue, pour ne répondre qu'aux intérêts égoïstes des actionnaires. La crise de 2007/2008, dite crise des *subprime*, a été la seule grande crise du capitalisme issue des Etats-Unis depuis 1929. En les handicapant ne serait-ce que momentanément, elle a sans doute facilité le rattrapage chinois entre les deux économies.

Dans tous les pays dominés par l'impérialisme, celui-ci est parvenu à y exercer un certain contrôle aussi par une certaine corruption : acheter un tout petit groupe dirigeant est un moyen finalement peu onéreux d'obtenir non seulement un contrôle, mais que celui-ci paraisse aux yeux de la population être le fait d'hommes de son propre pays. Il est certain que cette tendance a été exercée en Chine, en particulier lorsque celle-ci a ouvert ses frontières aux capitalistes du monde occidental. Et il est également certain qu'une partie des autorités locales, ici ou là, a accepté de se faire corrompre. Mais d'autres l'ont refusé, en particulier ceux qui, fervents nationalistes (plutôt que « communistes ») et qui ont voulu tirer les leçons de ce qui se produit dans les pays sous-développés de manière générale. C'est finalement cette tendance qui l'a emporté.

Enfin, l'échelle du pays, avec son milliard et 400 millions d'habitants, a évidemment compté. Le régime dictatorial aussi, qui a permis une exploitation féroce pour de moindres coûts salariaux pendant longtemps. Il se produit également ce que les capitalistes appellent des économies d'échelle. En prenant la même population, il revient moins cher de construire une seule économie pour un milliard 400 millions de personnes que 10 économies séparées et en concurrence les unes avec les autres de 140 millions de personnes chacune.

XI JINPING

Le dirigeant actuel de la Chine est né en 1953, dans une famille de hauts bureaucrates du PC chinois. Au moment de la Révolution culturelle lancée par Mao, son père est considéré comme un traître, et lui-même est envoyé travailler dans des conditions très dures à la campagne. Tout au long de cette période, Xi Jinping fait tout pour prouver qu'il est fidèle à Mao et qu'il est plus maoïste que Mao.

Nouveau retournement avec Den Xiao Ping, qui réhabilite le père. Xi Jinping, malin, ne se précipite pas, il choisit de se mettre dans le parti, mais à la base. Il monte graduellement, normalement, ce qui rassure le polit-bureau, qui le choisit donc en 2013.

Arrivé au sommet du pouvoir, secrétaire général du PC chinois fin 2012, Xi Jinping est président de la République populaire de Chine en 2013. Den Xiao Ping promettait aux Chinois d'être riches, Xi Jinping leur promet de rendre à la Chine sa grandeur passée.

Il faut savoir que, de la dynastie Han à la dynastie Ming, de l'an 200 jusqu'aux années 1640, la Chine était la première puissance au monde, supérieure y compris à l'Europe. Ensuite, c'est l'Occident qui va s'en prendre à l'empire, l'agresser, l'humilier, avec notamment les guerres de l'opium, les concessions, les traités inégaux. Xi Jinping reprend cette histoire. Il la mixe avec la montée du pouvoir du parti communiste depuis Mao. Et il en

conclut que la Chine doit retrouver sa place de première puissance mondiale. Il donne même un délai : ce sera pour les cent ans de la République populaire de Chine, c'est-à-dire en 2049.

Pour asseoir son pouvoir, Xi Jinping va, dit-il, lutter contre la corruption : un million et demi de cadres du parti sont virés, 170 ministres ou vice-ministres, 4000 officiers de l'armée envoyés en prison ou repris en main. Et il ajoute à cela le flicage de la population le plus avancé de la planète : c'est le système de « crédit social ». Vous avez tant de points au départ, et selon votre comportement filmé par des caméras qui vous reconnaissent et vous suivent, vous les conservez ou vous en perdez. Ce qui peut, par exemple, vous empêcher de voyager dans le pays, ou d'accéder à certains métiers.

L'Occident, lui, ne ressent pas actuellement le besoin d'utiliser la force et la violence, ni un flicage aussi massif. La violence, il l'a utilisée pendant l'essentiel du 20^{ème} siècle, où il a pourchassé les idées communistes aux quatre coins de la planète. Il pense aujourd'hui en avoir fini avec elles, et se contente du matraquage des cerveaux avec des médias aux mains du capital.

LA CHINE, UN NOUVEL IMPERIALISME

Arrivé à un certain point de son développement, le capitalisme qui réussit, s'il ne veut pas se retrouver dominé par un autre, impérialiste, doit lui-même se convertir en un nouvel impérialisme ; il doit viser à dominer d'autres régions, sous une forme ou sous une autre. Et c'est ce que fait la Chine. Avec la construction de nouvelles « routes de la soie », qu'elle présente comme étant gagnant-gagnant, la Chine propose un prêt de capitaux pour financer le chemin de fer, la route, le port qu'elle souhaite construire. En échange de quoi des compagnies chinoises exploiteront les ressources du pays.

Ainsi, l'Angola est devenu le troisième fournisseur de pétrole de la Chine. Mais, trop endetté, et incapable de rembourser sa dette, le pays doit la payer... avec du pétrole supplémentaire. Les produits chinois qui inondent certains pays africains, comme les textiles, concurrencent les productions locales. L'Ethiopie, 100 millions d'habitants, a pour premier partenaire la Chine, qui lui a construit le chemin de fer Addis-Abeba – Djibouti. La région a vu la création de nombreux parcs industriels, des usines textiles, où les ouvrières, sans aucun droit syndical, sont payées au quart du salaire chinois (Dessous des Cartes 2018, La Chinafrique ?).

Le Sri Lanka n'arrive pas à rembourser la construction d'un nouveau port : la Chine en prend le contrôle pour 99 ans. Elle achète également le port du Pirée en Grèce, une partie de l'aéroport de Toulouse. En 2018, on estime que 10% de l'activité portuaire de l'Europe est contrôlée par le chinois Cosco : avec Bilbao et Valence (Espagne), Bruges (Belgique), Savone (Italie).

Ces nouveaux liens économiques s'accompagnent de positions politiques qui bougent. Ainsi, quand le Conseil des droits de l'homme de l'ONU veut déposer un rapport qui dénonce les droits de l'homme en Chine, on voit la Grèce le bloquer et mettre son veto. En Angleterre, l'ex-Premier ministre Cameron est à la tête d'un fonds d'investissement

chinois. En France, l'ancien Premier ministre Raffarin se fait un véritable porte-parole de la Chine.

Sur le plan militaire, la Chine construit sa première base militaire à l'étranger, à Djibouti, à côté des bases militaires déjà existantes : USA, France, Japon, Allemagne, Espagne, Italie. Elle en installe une également en mer de Chine méridionale, sur les îles Spratleys (2017). En quatre ans, son industrie a construit l'équivalent de toute la marine française en bateaux et en sous-marins. Aujourd'hui, elle possède 360 navires de guerre, contre 300 pour les Etats-Unis, mais ceux-ci sont encore la première puissance navale avec 11 porte-avions contre 3 pour la Chine. Surtout, au début des années 2020, le budget militaire des USA est de 709 milliards de dollars – plus que le reste du monde –, contre 209 milliards pour la Chine.

En 2016, la Chine veut racheter le fleuron de l'industrie de robots allemand Kuka ; cette fois c'en est trop pour les capitalistes européens. Ils décident qu'il faut mettre des limites aux ambitions chinoises en Europe, et décident pour cela de nouvelles règles. A partir de ce moment-là, journalistes et politiques se mettent à présenter la Chine comme une puissance agressive, qui vise à dominer le monde, et qui est opposée aux valeurs occidentales, celles de liberté et de démocratie.

Complètement hypocrite, le monde occidental s'est donc mis à dénoncer les pratiques chinoises, alors qu'elles ne font que copier, sous un autre emballage et un autre langage, ce qu'ont fait les impérialismes français, anglais ou américains, pendant des décennies. On nous dit ainsi que la Chine a envahi l'Afrique. Mais en 2018, la Chine ne détenait que 15% des parts de marché en Afrique. Alors que pour l'Union européenne, c'est 36%, dont 6% pour la France ; les USA et l'Inde ont chacun 7% du marché africain. Au total, l'Afrique ne représente alors que 3% des investissements chinois dans le monde.

On peut reprendre une à une les diverses pratiques de la Chine, toutes ne font que copier ce qu'a pu faire avant elle la France ou les autres puissances impérialistes. Alors, les intellectuels qui défendent le système en Occident doivent chercher un autre argument pour dénoncer la Chine. Et ils ont trouvé. Dans le documentaire *Le monde selon Xi Jinping* (D. C. Brown, 2018) (CHN 41 dans nos archives), le commentateur explique que le rêve de Xi Jinping est de créer une planète entièrement communiste. Voilà donc qui fait peur, et qui devrait donner à l'Occident un meilleur visage que le méchant Chinois.

Mais est-ce vrai ? Nous ne sommes pas dans la tête de Xi Jinping. Mais nous avons vu comment le capitalisme occidental a procédé pour mettre la main sur la planète. Il n'a pas forcé les pays dominés à accepter le même système politique qu'en Europe, ou qu'aux Etats-Unis. Au contraire, il a appris à composer avec des systèmes politiques les plus divers et les plus différents, aux quatre coins de la planète. Il leur a juste demandé d'accepter d'être dominés, économiquement, par leur capitalisme, de s'y ouvrir et de « faire affaire » avec lui. De même, l'intérêt de la Chine soi-disant communiste n'est pas du tout de chercher à mettre en place des partis se disant communistes à son image, et elle ne fait d'ailleurs rien en ce sens. Elle s'accommode de chaque régime, elle ne cherche pas à le modifier, elle cherche juste à commercer, investir, faire des affaires. Cette idée d'une volonté de communisme mondial est une peur qu'agite le vieux capitalisme.

A supposer que le capitalisme chinois devienne effectivement dominant, il se passerait ce qui s'est passé avec le capitalisme yankee : les classes éclairées du monde ont repris ses musiques, ses boissons, sa bouffe, ses films, etc.

LE FACE A FACE ENTRE REGROUPEMENTS IMPERIALISTES

Les USA savent tout à fait qu'une puissance économique, arrivée à une certaine ampleur, est un potentiel danger qu'il faut chercher à contrôler, et éventuellement à combattre. Et la Chine, au fur et à mesure de son développement récent, disons depuis une vingtaine d'années, a forcément acquis la même conscience. Les règles du jeu capitaliste ne peuvent que les mettre non seulement en concurrence face aux diverses puissances mondiales, mais arrivé à cette place de niveau mondial, elles obligent à une forme de face à face particulier avec celui qui détient déjà la place dominante. Quant aux autres puissances capitalistes, instinctivement ou consciemment, elles savent que dans une telle situation où deux grands dominateurs du monde émergent, il faut commencer à réfléchir au comportement que l'on doit prendre.

Et des comportements, il y en a trois possibles. Première option : choisir le camp déjà dominant, surtout si l'on a de nombreux échanges économiques avec lui que l'on risquerait sinon de perdre. C'est ce que va faire un pays comme l'Australie ou le Japon, qui, par leur histoire ou leur géographie, ont tout à craindre d'un expansionnisme chinois, tout en ayant de nombreux liens avec les Etats-Unis. Deuxième option : choisir l'outsider, la nouvelle puissance qui monte, ce que l'on sera tenté de faire si l'on est en conflit avec la vieille puissance en place. C'est ce que peut faire un pays comme l'Iran, ou peut-être la Russie. Troisième option : chercher à esquiver, se présenter comme neutre, et si l'on en a les moyens œuvrer pour reporter le conflit ouvert. C'est ce que fait l'Europe, jusqu'à présent.

Toute la planète capitaliste a d'ores et déjà commencé à chercher à se positionner sur cette question. Nous n'allons pas revenir en détail sur ce sujet (traité sur le site louvrier.org, *E48 Alliances économiques et/ou militaires, Où va le monde capitaliste*, janvier 2021). Pour simplifier, nous dirons que les uns et les autres tentent de s'organiser sur le plan économique, mais aussi sur le plan militaire.

Sur le plan économique, c'est avec Obama que les USA ont pris l'initiative, en regroupant 11 pays importants tout en excluant la Chine, pour mettre en place le TPP (*Trans-Pacific Partnership agreement*, en français *Partenariat transpacifique*), avec donc les Etats-Unis, le Canada, le Mexique, le Pérou, le Chili et 6 pays d'Asie : Japon, Australie, Singapour, Vietnam, Nouvelle Zélande, Brunei (dont on va voir que certains font aussi partie d'une association où se trouve la Chine, le RECP).

La Chine a su répondre à l'attitude américaine. Elle a réussi en 2020, à entrer à l'intérieur d'une vieille alliance datant de la Guerre froide et donc destinée à lutter contre l'expansion des pays dits communistes, l'ASEAN (Alliance des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967, avec l'Indonésie, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Birmanie, la Thaïlande, Singapour, les Philippines, la Malaisie, Brunei). En fait, l'ASEAN a mis en place un accord

économique appelé RECP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, en français *Partenariat régional économique global*) en intégrant le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et, donc, la Chine. Voyant la place d'importance de la Chine, l'Inde avait quitté la table de négociations fin 2019.

Trump avait désengagé les Etats-Unis de ce TPP. Mais les autres pays l'ont maintenu, en le renommant CTPP (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*, en français *Partenariat Trans-Pacifique global et progressiste* PTPGP).

Enfin, l'Europe a signé fin 2020 son propre accord avec la Chine, qui n'est pas, lui, un accord de libre-échange mais un accord sur les investissements. C'est là plus un geste politique, où l'Europe indique qu'elle ne suivra pas forcément les Etats-Unis, et qu'elle a sa propre politique.

Voilà pour le volet économique. Mais il y a aussi le volet militaire. Là encore, ce sont les Etats-Unis ou du moins le camp américain qui s'est activé le premier. Le Japon a en effet poussé dès 2007 à la constitution du QUAD (*Quadrilateral Security Dialogue*, en français *Dialogue quadrilatéral pour la sécurité*), avec donc les USA, le Japon, l'Inde et l'Australie, des poids lourds, donc. Le Quad s'est présenté d'entrée de jeu comme un arc de « démocratie » face au totalitarisme chinois. Il s'organise sous la forme d'alliances militaires entre les membres qui le souhaitent.

L'Allemagne et la France, les poids lourds de l'Europe, ont rejoint ensuite le Quad. La France l'a fait au nom de sa ZEE (zone économique exclusive), les eaux territoriales qui entourent les îlots qu'elle possède dans l'Océan indien et dans le Pacifique. Grâce à ses territoires d'outremer, la France possède en effet la deuxième ZEE du monde. Et elle participe à des exercices militaires dans la région, avec d'autres membres du Quad.

QUELLE POSITION DANS LE CONFLIT CHINE ET OCCIDENT

Nous ne sommes pas d'accord avec la présentation des choses qu'en fait l'article de Diploweb : la Chine n'est pas l'agresseur d'un pays normal que seraient les USA, chargés eux de gérer les anomalies du monde. Les deux puissances sont agressives, c'est dans leur nature commune. Bridé comme en Chine ou débridé comme aux Etats-Unis, le capitalisme reste du capitalisme, et il ne peut que voir l'autre en concurrent. Et dans cette concurrence, une place toute spéciale est décernée à celui qui réussit à être le premier. Pas question pour les USA de laisser la Chine lui prendre une première place qui rapporte très gros.

Xi Jinping et son régime ne sont certainement pas des anges communistes. Ils ont voulu leur capitalisme, ils l'ont, et c'est ce qui les amène aujourd'hui à affronter, économiquement pour l'heure, idéologiquement aussi, le monde occidental. Nous n'avons donc pas de raison de choisir un camp plutôt que l'autre dans l'affrontement qui a commencé, et qui se cristallise en particulier autour de Taïwan.

La Chine n'a jamais voulu tourner le dos au capitalisme ; c'est le capitalisme qui, comme à Cuba, lui avait tourné le dos. Elle s'est alors orientée, momentanément, vers

l'URSS. Son succès récent qui en a fait la seconde puissance économique mondiale est dû, en partie, à la stratégie de l'Etat-parti, qui s'apparente à une forme de planification. Il est dû, de toute manière, à l'exploitation de centaines de millions de travailleurs, exploitation que cet Etat-parti réinvestit dans le cadre national. C'est un capitalisme en partie bridé qui est là, en Chine. Mais cela n'en fait pas du communisme.

Ce n'est pas parce que la Chine a pu rattraper partiellement les USA qu'elle est un modèle pour nous. La Chine compte maintenant plus de milliardaires en dollars que les Etats-Unis, l'Inde et l'Allemagne réunis. L'inégalité choquante du capitalisme est là, et avec elle les divisions inévitables qui finiront par secouer sa société. Ce n'est pas l'avenir que nous souhaitons.

Deux impérialismes, sensiblement différents, s'opposent et s'affrontent. Ils ont chacun un drapeau : la démocratie pour l'un, le communisme pour l'autre. Mais de ce point de vue, tous deux sont des faussaires.

Nous ne choisissons pas le « communisme » de cette Chine, car il n'a rien du communisme de Marx et des militants qui ont œuvré à sa suite pour changer le monde. Son communisme était un internationalisme, celui de tous les opprimés du monde. Nous ne choisissons pas plus la « démocratie » du monde occidental, car la liberté qu'elle donne est complètement faussée par l'inégalité de richesse qui y règne, et qui donne le vrai pouvoir aux plus riches.

La Chine va continuer à progresser. Voici quelques chiffres qui donnent une idée de la vitesse à laquelle cela se produit. Si l'on prend la richesse par habitant, le PIB par habitant : celui aux USA était 38 fois plus fort que le PIB par habitant de la Chine en 2000 (36 330 \$ contre 960 \$) ; en 2010, celui des USA est seulement 11 fois plus fort, au lieu de 38 fois (48 650 \$ contre 4550 \$) ; et en 2020, il n'est plus que 5 fois et demi plus fort (61 280 \$ et 12 556 \$).

Dans un autre monde, nous serions heureux de voir de tels chiffres et de savoir les progrès humains qu'ils ont pu signifier. Malheureusement, en système capitaliste, ils sont au contraire inquiétants. Après deux guerres mondiales entre grandes puissances au 20^e siècle, le capitalisme nous propose pour le 21^{ème} la menace d'une nouvelle guerre pour la domination du monde.

septembre 2022